



QUI FAIT QUOI EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN FRANCE ?

LES INTERVENANTS AU PLAN NATIONAL

Ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP), notamment :

Direction générale des politiques économique, européenne et internationale (DGPEI)
 Direction générale de l'alimentation (DGAL)
 Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
 Direction générale de la forêt et des affaires rurales (DGFAR)

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (MEDAD), notamment :

D4E

Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (MEFE), notamment :

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)
 Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

Recherche/développement et formation

ITAB
 INRA
 ACTA
 AFSSA
 CEMAGREF
 ADEME
 Agences de l'eau...

Agence Bio

Offices

OFFICE DE L'ELEVAGE
 ONIGC
 VINIFLHOR
 ODEADOM
 ONIPPAM
INAO

Interprofessions, en particulier :

INTERFEL
 CNIEL
 INTERBEV
 INTERCEREALES
 ONIDOL - UNIP

Associations de consommateurs et de protection de l'environnement

France Nature Environnement
 UFC - Que Choisir
 CLCV...

Structures para-publiques ou professionnelles générales

Production :
 APCA
 FNSEA
 CNJA
 CONFEDERATION PAYSANNE
 COORDINATION RURALE
 FNCIVAM...

Transformation/distribution :
 COOP DE FRANCE
 FCD
 ANIA...

Structures professionnelles spécialisées

Production :
 FNAB
 AGRICULTURE BIO-DYNAMIQUE
 NATURE ET PROGRES
 FNIVAB...

Transformation/distribution :
 SYNABIO
 BIOCOOP
 SYNADIS...

Organismes certificateurs

AGROCERT
 ACLAVE
 ECOCERT
 QUALITE FRANCE
 SGS ICS
 ULASE

Opérateurs de l'agriculture biologique

Producteurs

Préparateurs

Distributeurs

Importateurs

ZOOM SUR...

Le Ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP)

Le ministère de l'agriculture et de la pêche définit la politique en matière de valorisation des produits agricoles et alimentaires. Il assure la tutelle de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), chargé de la gestion de l'ensemble des signes d'identification de la qualité et de l'origine, et celle de l'Agence Bio, chargée du développement et de la promotion de l'agriculture biologique. Le MAP est propriétaire du logo national AB.

Le Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (MEDAD)

Il agit de façon concertée et conjointe avec les autres ministères. Il est le « garant environnemental » des actions interministérielles.

Le Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi (MEFE)

La DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) veille à la bonne utilisation de la mention agriculture biologique. Elle réalise à cet effet des contrôles qui s'ajoutent à ceux des organismes certificateurs.

Les Offices

Ils analysent l'évolution des marchés et mettent en œuvre les soutiens nationaux et communautaires destinés à renforcer l'efficacité économique des filières dont ils ont la charge.

Les Interprofessions

Leur rôle est de définir des règles régissant l'activité de la filière qu'ils représentent, dans l'intérêt général du secteur. Cela passe notamment par l'établissement d'accords interprofessionnels. Elles mettent également en œuvre des actions de communication.

L'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Cet établissement public instruit en partenariat avec les professionnels, au sein du Comité National de l'Agriculture Biologique, les demandes d'homologation et de révision des cahiers des charges. Il assure également l'agrément des organismes certificateurs.

Les structures professionnelles

Elles ont pour objectif la défense et la représentation de leurs membres auxquels elles proposent des services d'information et de conseil.

- la FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des régions de France) coordonne les actions de développement des groupements régionaux et départementaux de producteurs en agriculture biologique et représente 70% des agriculteurs bio auprès des instances nationales. Elle a également un rôle de porte-parole syndical reconnu.
- l'APCA (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) représente, au niveau national, les 116 établissements du réseau.
- le SYNABIO (Syndicat National des transformateurs de produits naturels et de culture biologique) est l'organisation professionnelle nationale reconnue par les pouvoirs publics pour les opérateurs de transformation et de première mise en marché.
- Coop de France est l'organisation professionnelle unitaire de la coopération agricole.

Les organismes certificateurs

Le contrôle du respect de la réglementation en agriculture biologique est assuré par des organismes certificateurs agréés par les pouvoirs publics français sur la base de critères d'indépendance, d'impartialité, d'efficacité et de compétence. Leur agrément est précédé d'une accréditation délivrée par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC).

Les organismes gestionnaires de marques

Certaines structures professionnelles comme Nature et Progrès, Demeter..., gèrent leur propre marque sur la base de cahiers des charges privés qui vont au delà de la réglementation en vigueur.

Les organismes de recherche/expérimentation/développement et formation

- L'INRA a lancé en 2000 un programme de recherche en agriculture biologique, AgriBio, qui incite et fédère les recherches de l'INRA dans ce domaine, en partenariat avec la profession agricole. Elle participe également à des projets européens impliquant un nombre croissant de chercheurs.
- L'ITAB (Institut Technique de l'Agriculture Biologique) assure la coordination de la recherche et l'appui aux actions techniques dans le domaine de l'agriculture biologique.

- L'ACTA (Association de Coordination Technique Agricole) fédère et coordonne les Instituts et Centres Techniques Agricoles chargés de la recherche appliquée en agriculture.
- Le réseau FORMABIO fédère les établissements de formation à l'agriculture biologique de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche.
- Les lycées agricoles (LEGTA...) proposent des formations spécialisées en AB (BEPA, BTSA, Bac professionnel...).
- Les fermes de démonstration

Le Centre national de ressources en agriculture biologique (Abiodoc)

Dépendant du Ministère de l'Agriculture et faisant partie de l'ENITA Clermont, il propose de l'information et de la documentation concernant les domaines techniques, économiques et réglementaires en agriculture biologique.

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)

Cet établissement public a pour missions de faciliter ou réaliser des opérations ayant pour objet la protection de l'environnement et la maîtrise de l'énergie.

Le Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (CNASEA)

Le paiement et le contrôle de l'attribution des aides publiques sont assurés par le Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (CNASEA). Il anime également le réseau des Associations Départementales pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (ADASEA).

AU PLAN REGIONAL ET DEPARTEMENTAL

Les Conseils Régionaux

Ils émettent des avis, définissent des orientations et des programmes sur les problèmes de développement et d'aménagement pour lesquels ils doivent être obligatoirement consultés. Ils sont responsables des contrats de projets entre l'État et les Régions (qui succèdent aux contrats de plan) recensant les actions qu'ils s'engagent à mener ensemble. Certains accordent des aides spécifiques à l'agriculture biologique.

Les Conseils Généraux

Ils sont entre autres chargés de la protection de l'environnement au niveau des départements. Ils veillent notamment à la préservation des espaces naturels sensibles, sont responsables de la gestion de l'eau et des déchets.

Les Directions Régionales de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF)

Elles contribuent à la définition des objectifs du développement régional, et mettent en œuvre la politique nationale de développement de l'agriculture et de la forêt, notamment le programme de développement rural pour l'hexagone (PDRH) qui comprend entre autres des mesures agro-environnementales et de soutien aux filières qualité. La Corse et chaque Département d'Outre Mer disposent de leur propre programme décentralisé de développement rural (PDR).

Les Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt et les Directions Départementales de l'Équipement et de l'Agriculture (DDAF et DDEA)

Elles gèrent ou concourent à la gestion des crédits nationaux ou communautaires accordés par l'État et l'Union européenne. Les DDAF instruisent notamment les dossiers de demande d'aide à la conversion ou au maintien en agriculture biologique.

Les Associations Départementales pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles (ADASEA)

Elles sont chargées de mettre en œuvre, au niveau départemental, des missions de conseil et de suivi des demandes d'aides.

Les groupements d'agriculture biologique (GRAB, FRAB, GAB...)

Ces groupements, réunissant avant tout les agriculteurs bio mais auxquels peuvent adhérer également des consommateurs ou autres acteurs locaux engagés pour le développement de la bio ont vocation à accompagner et défendre les agriculteurs : conseils en matière de conversion, appui technique, actions de promotion (portes-ouvertes, marchés bio), appui à la restauration hors domicile et aux organisations économiques bio (« organisations de producteurs »)...

Les Chambres d'agriculture

Présentes aux niveaux départemental, régional et national, elles sont les porte-parole des intérêts du monde agricole et rural. Elles ont également un rôle d'intervention et apportent des services aux agriculteurs et à leurs partenaires.

Les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM)

Ils accompagnent les initiatives d'agriculteurs et de ruraux et participent au développement durable du milieu rural.

Les Interprofessions régionales

Regroupées pour la plupart au sein de BRIO (Bio des Régions Interprofessionnellement Organisées) ces structures regroupent les opérateurs régionaux de la filière bio : agriculteurs, préparateurs, distributeurs, mais aussi consommateurs, conseillers techniques, chercheurs...

OU TROUVER L'INFORMATION ?

Pour obtenir les coordonnées des contacts ci-dessous, consultez le site Internet de l'Agence Bio.

Vous souhaitez...	Contactez
Des informations sur la réglementation en agriculture biologique	Le site www.agriculture.gouv.fr Le site www.agencebio.org
Des informations sur la conversion à l'agriculture biologique	Votre relais départemental ou régional Votre chambre d'agriculture
Des informations sur les aides en agriculture biologique	Votre relais départemental ou régional Votre chambre d'agriculture
Des informations sur les filières et les marchés	Le site www.agencebio.org
Des statistiques nationales	L'Agence Bio
Des statistiques régionales	Votre observatoire régional
Trouver des informations sur un sujet particulier	La base de données documentaire du site www.abiodoc.com
Une information d'ordre technique	L'ITAB
Les coordonnées d'un opérateur en agriculture biologique	Le site http://annuaire.agencebio.org
Trouver un fournisseur	Le site http://annuaire.agencebio.org
Contacteur une personne ou un organisme intervenant en agriculture biologique	L'annuaire des acteurs du site www.abiodoc.com
Etre certifié en agriculture biologique	Un des 6 organismes certificateurs agréés
Des informations sur la marque AB	L'Agence Bio
Vous renseigner sur les actions de communication nationales ou locales en bio	Votre relais départemental ou régional